

Dans le cadre d'une journée d'appel national à la résistance pédagogique, nous **dénonçons les transformations profondes du système éducatif français**, mises en œuvre à marche forcée, sans l'adhésion du corps enseignant ni l'information nécessaire aux parents.

5 Nous sommes 11 enseignants charentais à être entrés en résistance pédagogique mercredi 10 décembre 2008 en postant chacun un courrier individuel à nos inspecteurs de circonscription ainsi qu'à M. l'Inspecteur d'Académie de la Charente.

10 Nous sommes issus de différents horizons charentais, syndiqués ou non-syndiqués et partageons des valeurs communes concernant notre Ecole.

Nous sommes entrés dans cette action parce nous sommes, comme beaucoup d'entre vous, des enseignants, des parents et des citoyens et que nous estimons qu'il est de notre devoir de ne plus nous taire.

15 Notre démarche s'appuie sur 3 axes de réflexion :

En tant qu'enseignants,

- 20 - Nous sommes choqués par le mépris affiché par notre ministre et par son incapacité à travailler dans la concertation.
- Nous ne pouvons légitimement accepter les nouveaux programmes de 2008 dans la mesure où :
 - 25 o Les programmes précédents (2002 révisés en 2007) n'ont pas fait l'objet d'évaluation et de critiques justifiant que l'on en change
 - 30 o Les programmes 2008 ont été imposés par l'actuel ministre sans réellement tenir compte de la synthèse nationale qui montrait une forte désapprobation de la majorité des enseignants consultés. Les contenus nous semblent par ailleurs représenter un véritable recul sur le plan pédagogique.
- Nous n'acceptons pas la mise en place de l'aide individualisée telle qu'elle nous a été imposée dans la mesure où, à moyen terme, elle signe l'arrêt de mort des RASED, et de manière générale la cessation de l'apport de toute aide spécialisée au sein des écoles. En revanche, nous ne refusons pas d'effectuer ce volume horaire et l'emploierons à des travaux en classe en présence des enfants.

En tant que parents,

- 35 - Nous n'acceptons pas que nos enfants, dans l'esprit des programmes de 2008, ne soient plus pris en compte en tant que personnes et acteurs de leurs apprentissages.
- 40 - Nous n'acceptons pas que nos enfants perdent deux heures d'enseignement par semaine (soit un an sur l'ensemble d'une scolarité) avec un alourdissement du contenu des programmes.
- Nous n'acceptons pas que nos enfants aient comme enseignants des personnels non formés au métier d'enseignant, comme ce sera le cas avec la mise en place de l'agence nationale de remplacement et la disparition annoncée des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM).

En tant que citoyens,

- 50 - Nous nous élevons contre la proposition de loi prévoyant dès la rentrée prochaine dans certains départements, la création des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP) : structures de 13 à 15 classes au minimum. Au nom d'une efficacité gestionnaire, ces nouvelles administrations intermédiaires déséquilibrent gravement la représentation des parents et des enseignants dans les conseils d'administration et entraîneront à terme la disparition de nombreuses écoles, notamment en milieu rural. Elles menaceront également la liberté pédagogique des enseignants.
- 55 - Nous n'acceptons pas la mise en concurrence des écoles entre elles à travers la recherche d'autonomie des établissements et la publication des résultats des évaluations.
- Nous pensons que beaucoup de ces mesures servent de prétexte à des économies budgétaires
- 60 - Nous estimons surtout qu'elles vont à l'encontre d'une des valeurs démocratiques fondamentales de notre pays et de la définition de l'école républicaine : **l'égalité d'accès à la même école pour tous les enfants.**

En tant que parents et citoyens et d'autant plus en tant que personnel de ce Service Public, nous sommes porteurs de ses valeurs fondatrices d'égalité, de solidarité et nous nous devons de les défendre.

65